

**Traduction du texte en arabe par
Mr Abderrahmane YOUSOUFI**

Texte du rapport rédigé par M. BEN BARKA à l'intention du Président de la République d'Algérie et qui n'est pas parvenu à son destinataire à cause du coup d'État du 19 Juin 1965.

Le processus répressif qui a accompagné l'émergence de l'Union Nationale des Forces Populaires, a obligé Mehdi Ben Barka, membre du Secrétariat Général à rester à l'étranger pendant la plus grande partie de la période comprise entre janvier 1960 et le 29 octobre 1965 et à y assumer la responsabilité des relations internationales de l'U.N.F.P.

Parmi ses activités essentielles, il assurait le secrétariat de coordination au sein de l'Organisation de Solidarité des Peuples d'Afrique et d'Asie, et a présidé le comité préparatoire de la Tricontinentale. Le document important que nous publions aujourd'hui, pour la première fois (29/10/1986), jette un éclairage particulier sur nombre d'événements qui se sont succédés depuis le 19 juin 1965. Ce document constitue une analyse de la situation internationale entreprise par Mr BEN BARKA à l'attention du Président Ben Bella mais qui n'a pas pu lui parvenir à cause du coup d'Etat du 19 juin 1965.

"Monsieur le Président et cher frère,

Je vous adresse ces observations au sujet des résultats du Congrès de l'OSPAA qui vient de se tenir à Accra et de la situation présente en Afrique à l'égard de la prochaine conférence d'Alger (1). Je regrette de n'avoir pu vous rendre visite comme convenu à cause d'un problème de santé qui m'a obligé à me faire hospitaliser en Europe. Je suis, grâce à Dieu, sur le point de me rétablir complètement et je serai prêt à vous rejoindre à Alger à la fin du mois.

Congrès de solidarité d'Accra: Nous craignons que ce congrès ne fut une autre occasion de voir prédominer le conflit sino-soviétique surtout lorsque nous avons constaté l'insistance de la Chine pour le faire ajourner (afin qu'il ne puisse contrarier les desseins qu'elle escompte atteindre par la Conférence d'Alger) et celle des Soviétiques à le faire tenir.

Nous avons réussi à renverser l'orientation du Congrès depuis le premier jour et à empêcher l'affrontement dont le mouvement révolutionnaire de libération ne pourrait tirer aucun bénéfice et ce, en constituant un bloc composé de mouvements de libération homogènes (Algérie, Guinée, Ghana, Mali, Tanzanie, République Arabe Unie, Maroc, Vietnam), surtout que certains de ces mouvements étaient représentés par des personnalités éminentes ayant de l'influence dans le mouvement de solidarité.

Nous avons réussi à faire que le Congrès concentre son intérêt sur les problèmes de l'heure: la lutte des peuples contre le colonialisme. Une proposition commune algéro-marocaine a été acceptée: que la parole soit donnée d'abord et sans limite de temps aux délégués du Vietnam, du Congo, de Palestine et de Cuba (bien qu'il n'était qu'observateur). Ensuite, un temps de parole limité sera accordé au reste des délégués afin que nous puissions nous consacrer aux travaux des commissions. Après cela, le Congrès se déroula normalement. Au-delà des résolutions politiques qui vous sont parvenues à travers la délégation du Front, je voudrais

(1) Note du traducteur : il s'agit de la conférence afro-asiatique (le 2è Bandoung) qui devait se réunir à Alger fin juin 1965

enregistrer que le résultat du Congrès le plus important, est l'annonce de la réunion du Congrès de la Tricontinentale à la Havane en janvier 1966.

Vous savez que cette question dont le principe a été adopté depuis décembre 1961, est restée sous le boisseau à cause du conflit sino-soviétique jusqu'à votre appel de mars 1964. Les tentatives d'enterrement se sont poursuivies sous prétexte que le comité préparatoire n'était pas complètement constitué du fait que les organisations latino-américaines n'avaient pas désigné les six organisations qui les représenteront aux côtés des 12 organisations d'Afrique et d'Asie. Bien que le Président Fidel Castro ait proposé ces 6 organisations, on a inventé l'idée qu'il fallait attendre la tenue d'un congrès spécial pour l'Amérique latine (c'était l'idée de l'Union Soviétique et de l'Inde). Finalement, nous avons convaincu tout le monde de la nécessité de prendre une décision étant donné l'évolution des événements mondiaux. La présence de délégués d'Amérique Latine (Cuba et Venezuela) à Accra et leur insistance sur la nécessité de tenir le plus tôt possible le congrès de la Tricontinentale, ont constitué le facteur décisif pour mettre en accusation tous ceux qui tentaient de reporter de nouveau la prise de décision. Le comité préparatoire a été constitué sous la présidence du délégué du Maroc (U.N.F.P.) comme suit:

Pour l'Afrique: l'Algérie, République Arabe Unie, Ghana, Guinée, Tanzanie, Afrique du Sud

Pour l'Asie: Chine, Inde, Union Soviétique, Japon, le Sud-Vietnam, Indonésie

Pour l'Amérique Latine: Cuba, Chili, Guatemala, Mexique, Uruguay, Venezuela.

Le comité préparatoire tiendra sa réunion au Caire le 1er septembre prochain pour établir l'ordre du jour et adopter les questions organisationnelles.

Je voudrais avoir la possibilité de me réunir avec vous, avant cette date, spécialement pour cette question et afin d'échanger avec vous les idées au sujet du rapport d'orientation dont je vais assumer la rédaction. Ce sera une rare opportunité pour procéder à l'analyse globale du mouvement révolutionnaire de libération dans le monde. Une pareille analyse n'a été faite jusqu'à présent que par la réunion des 81 partis communistes en 1960, alors qu'elle devrait être faite par nous-mêmes.

Le conflit sino-soviétique:

Nous n'avons pas pu empêcher ce conflit d'être évoqué au Congrès. Il ne le fut qu'à l'occasion de questions secondaires, puisque nous avons réussi à hisser le Congrès au niveau du conflit mondial contre le colonialisme.

Le conflit (sino-soviétique) se manifesta lors de la discussion au sujet du lieu où devait se réunir le 5ème Congrès de l'O S P A A. La Chine avait proposé de l'accueillir lors de la réunion d'Alger en mars 1964. L'Union Soviétique poussa l'Inde à faire une proposition similaire, le Congrès d'Accra devait statuer sur la question: les Soviétiques proposèrent le Caire au lieu de Pékin et New Delhi. Mais, la majorité écrasante penchait pour le respect du principe de courtoisie et l'acceptation de la première invitation qui avait été faite par la Chine.

Le conflit apparut de nouveau lorsque les Soviétiques ont évoqué la question des observateurs des pays socialistes européens, question qui a toujours provoqué des discussions interminables au sein du secrétariat et qui se terminaient par la décision de faire inviter les observateurs par le pays hôte, afin de contourner le problème. C'est alors que les Chinois ont tenté de mener une campagne de propagande contre le groupe des Etats européens socialistes, alliés des Soviétiques. Je les ai arrêtés (parce que je présidais la commission d'organisation) et j'ai clos la discussion en acceptant la proposition de l'Algérie qui recommandait d'inviter ces observateurs à condition que l'invitation se limite aux congrès seulement. Les deux parties sont sorties de ce combat, avec un point partout, c'est-à-dire à égalité. A la fin du Congrès, la délégation soviétique m'a demandé de se réunir avec nous trois, les présidents des délégations de l'Algérie, de la République Arabe Unie (qui était Khaled Mohieddine) et du Maroc. Après un échange d'opinions sur les résultats du Congrès, ils nous ont demandé de poursuivre les consultations entre nous sur le plan d'action au sein de l'organisation. Nous leur avons proposé que ce soit à travers les quatre partis politiques. Nous avons convenu qu'il n'y avait aucun inconvénient à tenir cette réunion (non publique) au Caire en marge de la réunion du comité préparatoire du Congrès de la Tricontinentale

(septembre 1965). Je suis d'avis que nous tenions la même réunion avec les Chinois après que nous ayions tous les trois, coordonné notre position commune au sujet des problèmes posés, tout en conservant le bloc des mouvements de libération nationale précité et qui sera renforcé par des représentants de l'Amérique Latine.

La position en Afrique et la conférence d'Alger

Les milieux colonialistes ont persisté dans leur espoir de voir la Conférence des Etats afro-asiatiques d'Alger trébucher devant des obstacles en provenance "de l'intérieur". Lorsqu'ils ont vu que la Conférence allait se tenir à la date prévue, que la conjoncture internationale allait certainement l'orienter vers le traitement des problèmes de l'heure et que le sérieux dont a fait montrer le pays hôte (conférences des ambassadeurs, envoi de missions et délégations diverses.. etc) dans sa préparation, pourrait lui donner l'opportunité de proposer des solutions objectives et réalistes à certains problèmes difficiles, particulièrement en ce qui concerne le Vietnam; tous ces éléments ont poussé lesdits milieux colonialistes à agiter leurs médiocres porte-paroles parmi des pantins africains comme Tsiranana et à tenter d'immobiliser les Etats satellites dans le groupe OCAM (Organisation de la Communauté africaine et des Iles Maurice), bien que leur propagande n'ose guère attaquer la conférence d'Alger comme elle l'a fait violemment contre le Congrès d'Accra.

Ce groupement ne représente guère une unité d'orientation de même que les contradictions dans le camp colonialiste constituent un facteur de faiblesse dans cette campagne de propagande.

Le raidissement colonialiste et les contradictions internes

Nul doute que le défi qui a marqué la conduite du groupe OCAM est le résultat du raidissement colonialiste du côté français ou du côté américain, lequel a des conséquences sur la prise de position malgré la contradiction entre les politiques françaises et américaines en Afrique.

La politique française suit deux lignes parallèles:

1°) la ligne gaulliste traditionnelle qui veut faire paraître la France comme favorable à la libération des peuples tout en conservant des liens de coopération et en critiquant la politique américaine d'agression et d'intervention;

2°) la ligne "Foccart" qui vise à conserver la domination des services secrets français sur la gestion des affaires des Etats africains - au sud du Sahara du moins - tout en les préservant de la contamination par l'esprit révolutionnaire représenté par l'Algérie; cette ligne implique l'encouragement des gouvernements réactionnaires à devenir l'avant-garde de la contre révolution en Afrique comme le groupe de l'Entente (Côte d'Ivoire, Niger, Haute-Volta, Togo) ainsi que Madagascar.

C'est cette ligne qui a imposé l'intervention de l'armée française rapidement et durement pour vaincre la révolution qui avait éclaté au Gabon le 2 février 1964, afin que ne se reproduise pas la révolution du CongoBrazaville d'une part et pour protéger la production d'uranium d'autre part.

Cette contradiction superficielle dans la politique française apparût dans sa prétention d'avoir procédé à l'évacuation militaire de l'Afrique et abandonné toutes ses positions à l'exception d'une ou deux bases pendant que l'armée française ait équipé en France un contingent spécial d'intervention en Afrique disposant de moyens de transport rapides pour pouvoir intervenir en tout point des anciennes colonies françaises ayant besoin d'une assistance. Il suffit que cette intervention se fasse sous couvert de l'OCAM pour qu'elle devienne une action africaine permettant aux milieux colonialistes français de protéger leurs positions fondamentales en Afrique contre les dangers qui pourraient venir d'Alger ou du Caire. Si cette politique rejoint dans ses résultats celle de la politique colonialiste américaine, il n'en demeure pas moins qu'elle vise à contenir l'influence américaine Foccart et ses appareils ont réussi à convaincre le Général de Gaulle que si la France ne prenait pas l'initiative de couvrir le courant réactionnaire africain qui craint le flux révolutionnaire africain, cela pousserait les leaders du courant réactionnaire tels Humphouet de Boigny, Hamani Dior, Yamayego, et d'autres à se jeter dans les bras des Etats-Unis d'Amérique qui attendent l'occasion de supplanter la France.

Telle est l'explication de la réception de Tchombe par le Général de Gaulle, au sein de l'Entente; c'est aussi l'explication des contractions existant à l'intérieur de l'OCAM entre Senghor et Humphouet de Boigny d'une part et de Mokhtar Ould Dadah et le groupe OCAM d'autre part.

Senghor est obligé de courtiser la Guinée, le Mali, afin de faire réussir le projet de la communauté des Etats riverains du fleuve Sénégal (Guinée, Mali, Sénégal, Mauritanie. Quant à Mokhtar Ould Dadah, il est le membre de l'OCAM qui sort le plus de la nouvelle ligne car il tient à ménager ses bonnes relations avec l'Algérie, la RAU et il faudrait l'encourager.

La position américaine

Si la position française, malgré ses objectifs colonialistes, reste marquée par une certaine souplesse (par exemple Paris a laissé une certaine liberté aux membres de l'OCAM pour décider de leur participation aux Congrès d'Alger et d'Accra), la position américaine en Afrique se raidit de jour en jour dans son engagement contre le flux révolutionnaire. Ce fut l'objet des réunions tenues dernièrement par Mennen Williams avec les ambassadeurs des Etats-Unis en Afrique. L'armée américaine s'apprête à organiser son intervention rapide si les circonstances l'exigent. Un détachement aérien pour entreprendre des frappes aériennes, a été mis sur pied, une revue spécialisée l'a décrit comme suit :

"Cette force disposerait d'une véritable aviation autonome quatre fois supérieure en appareils à l'équipement d'une division traditionnelle de l'armée de terre, soit 450 hélicoptères et avions légers d'observation. La mise à pied d'oeuvre des hommes de troupe serait effectuée par des appareils de transport lourds. Les hélicoptères fourniraient un important appui de feu à la place des chars et l'artillerie dont sont dotées les unités d'infanterie classiques. Dans les milieux proches du Pentagone, on souligne qu'en se préparant à procéder à cette reconversion, Mr Mac Namara tiendrait ainsi compte des risques accrus de conflit dans les pays en voie de développement, tant en Asie qu'en Afrique ou au Proche Orient et en Amérique Latine.

Pour ce qui concerne l'Algérie en particulier, les milieux colonialistes américains et, à leur tête la CIA, la position reste fondée sur la réserve si ce n'est l'hostilité. Ces milieux vont jusqu'à considérer que le fait de n'avoir pas adressé une invitation au gouvernement de Saïgon, constitue un acte inamicale à l'égard des Etats-Unis d'Amérique ; c'est pour cela que la meilleure réponse à ce plan colonialiste français ou américain, est de faire réussir la conférence d'Alger en y décidant des solutions positives à certaines questions difficiles comme le Vietnam, et de consolider le Front révolutionnaire dans les 3 continents et surtout en Afrique sur une base méthodique et scientifique."

10 JUIN 1965 - MEHDI BEN BARKA